**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**MINISTERE DE L’ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES.**

**UNITE DE COORDINATION ET DE MANAGEMENT DES PROJETS DU MINISTERE**

 **« UCM »**

****

**PROJET D’ACCES A L’ELECTRICITE ET D’EXPANSION DES SERVICES ENERGETIQUES (PAESE)**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

|  |
| --- |
| **CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES)** |

|  |
| --- |
| ***RAPPORT FINAL*** |

|  |
| --- |
| **FEVRIER2017** |

# RESUME EXECUTIF

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC), avec l’appui de la Banque Mondiale, finance la mise en œuvre du Projet d’Amélioration de l’accès à l’électricité et d’expansion des services électriques (PAESE). Ce projet permettra d’augmenter le taux d’accès à l’électricité des populations dans les zones ciblées. Dans sa mise en œuvre, il s’agira de réaliser spécifiquement les objectifs ci-après :

* Rendre l’énergie disponible pour les ménages et autres secteurs d’activités dans la zone du projet par la satisfaction de la demande croissante en électricité ;
* Sécuriser la fourniture en énergie électrique ;
* Améliorer la qualité de l’énergie électrique dans la zone d’intervention du projet.

La mise en œuvre du projet se fera à travers les trois (3) composantes que sont :

* Composante 1 – Réhabilitation et expansion des réseaux de distributions dans des zones cibles
* Composante 2 –Augmentation de la desserte en électricité par le secteur privé
* Composante 3 –Développement du secteur et gestion de projet

La mise en œuvre notamment deux premières composantes va certainement générer des impacts sociaux, économiques et environnementaux potentiellement positifs mais aussi négatifs**.** C’est dans le but d’une part, de prendre en charge les impacts négatifs y relatifs et d’autre part, pour se conformer aux exigences nationales et aux politiques de sauvegarde environnementale et sociale, que le commanditaire a initié l’élaboration de ce Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).

Le CGES est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités inconnus avant l’évaluation du projet. Il se présente donc comme un instrument servant à déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels futurs des investissements devant être financés par le PAESE. A ce titre, il sert de guide à l’élaboration des éventuelles Etudes d’Impact Environnementales et Sociales (EIES) spécifiques des investissements dont le nombre, les sites et les caractéristiques environnementales et sociales restent encore inconnus. En outre, le CGES devra définir le cadre de suivi et de surveillance ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du PAESE et la réalisation des activités pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux défavorables, les supprimer ou les réduire à des niveaux acceptables.

L’analyse des milieux biophysiques et humains a permis de dégager les enjeux environnementaux et sociaux suivants :

* une urbanisation galopante qui n’est pas de nature à assurer un développement harmonieux des villes et à promouvoir la croissance économique. Ainsi l’absence de documents de planification entraine une occupation anarchique des terrains sur des espaces nus, en l’absence de toute viabilisation avec obstruction des emprises futures des tracés. A cela s’ajoutent les risques d’inondations, d’ensablement et d’érosion ;
* une dégradation du sol suite à une forte érosion pouvant entrainer la chute des pylônes ou des poteaux électriques dans les concessions avec des possibilités d’électrocution.
* la dégradation continue du cadre de vie (la pollution de l'air et de l’eau, les mauvaises
conditions d'hygiène et d'assainissement) notamment dans les grandes et moyennes
agglomérations urbaines ;
* la mauvaise gestion des déchets solides et liquides,
* un problème de la santé publique avec l’existence de maladies sexuellement transmissibles. Ainsi le brassage des ouvriers de divers horizon pourrait entrainer une propagation des maladies sexuellement transmissibles et le SIDA.

Le contexte politique et juridique du secteur environnemental et des secteurs d'intervention du PAESE est marqué par l'existence de documents de politiques pertinents parmi lesquels on peut citer : le Plan National d’Action Environnemental (PNAE1997), la Stratégie nationale et le Plan d’action de la Diversité biologique actualisé en 2001 et le Plan d’Action National d’Adaptation aux changements climatiques (PANA-2007).

La mise en œuvre de ces politiques a nécessité la définition préalable d’un cadre institutionnel, et juridique dans lequel s’inscrivent désormais les actions environnementales en République Démocratique du Congo (RDC). Ainsi, au plan législatif, il a été promulgué. La loi-cadre sur l’environnement dénommée « ***Loi N°11/009 du 09 juillet 2011***et au plan règlementaire l’Arrêté ministériel n° 043/CAB/MIN/ECN-EF/2006 du 08 décembre 2006 considéré comme le texte qui encadre la nécessité d’effectuer une Étude d’Impact Environnemental et Social (ÉIES) pour s’assurer qu’un projet respecte des normes existantes en matière d’environnement

Conformément à la règlementation en vigueur, le présent projet doit satisfaire aux exigences légales et règlementaires en matière de protection de l’environnement.

Du fait des impacts environnementaux et sociaux pouvant résulter de la mise en œuvre du PAESE, il a été déclenché sept(07) politiques de sauvegarde de la Banque mondiale. Il s’agit de OP/BP 4.01 - Evaluation environnementale, OP/PB 4.04-Habitats naturels, OP/PB4.36-Forets, OP/PB4.11-Ressources Culturelles Physiques, OP/PB 7.50-Projets s’exécutant sur les voies d’eau internationales, OP/BP 4.12 - Réinstallation Involontaire et OP/PB 4.10 - Populations Autochtones. Outre ces politiques, le présent CGES est conforme à l’OP17.50 d’autant plus qu’il fera l’objet de publication tant en RDC, et précisément dans la zone d’intervention du projet, que sur le site de la Banque mondiale.

Les activités prévues dans le cadre du PAESE apporteront des avantages environnementaux, sociaux et économiques certains aux populations dans la zone du projet.

* Au plan environnemental, les impacts positifs se manifestent en termes d’amélioration du cadre de vie, de réduction des formes de pollutions diverses, d’amélioration de la gestion de l’environnement et des ressources naturelles (GERN) des populations ainsi qu’en termes de capacités de Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts (REDD+).
* Au plan social, ces impacts positifs se manifestent par la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, le développement des activités commerciales et génératrices de revenus, l’amélioration des conditions de travail des employés, d’augmentation de l’accès à l’énergie, d’amélioration des conditions de vie des jeunes par leur implication dans les activités des divers investissements prévus.

Nonobstant ces impacts positifs, la mise en œuvre du PAESE va aussi générer des impacts et des risques environnementaux et sociaux négatifs.

Au plan environnemental, les impacts négatifs potentiels sont : la Perte des espèces végétales,

Les Pollutions diverses des sols, des eaux de surface et de l’air, les perturbations du milieu écologique, les envols de poussière, la production des déchets, les nuisances sonores, les risques d’accidents lors des travaux, les coupes d’arbres, les risques d’incendies sur les espaces de pâturage avec les ruptures de ligne, les risques d’électrocution des hommes et de la faune aviaire, etc.

Sur le plan social, les impacts négatifs potentiels, se résument principalement en la perte d’habitations et au déplacement involontaire des populations, la perte en sources de revenus, la perturbation/obstruction des voies de circulation pendant la réalisation des travaux, les risques de conflits sociaux en cas de non emploi des travailleurs locaux, la non électrification des zones traversées et affectées par le Projet, la non prise en compte des minorités ou des personnes vulnérables, ou encore des Peuples Autochtones, etc.

Afin de prendre en charge les impacts et risques environnementaux et sociaux, des mesures d’atténuation et de compensation ont été développées.

De prime abord, les différentes alternatives et l’organisation des chantiers se font de façon à éviter des destructions de biens, des pertes définitives de revenus ou des expropriations.

En sus de cela, la gestion environnementale et sociale des impacts résiduels sera assurée à travers la mise en œuvre des mesures stratégiques et d’appui institutionnel et technique, de formation et de sensibilisation pour renforcer les capacités des structures concernées.

En termes de mesures d’ordre stratégique, les principales actions sont :

* Hiérarchisation des zones d’intervention selon les enjeux environnementaux et sociaux
* Exigences de coordination et de synergie entre les différents intervenants de la zone
* Stratégies de maîtrise foncière

Concernant les mesures de renforcement institutionnel et juridique, il faudra :

* Renforcer l’expertise environnementale et sociale du Comité de Pilotage du projet
* Renforcer l’expertise environnementale et sociale de l’UCM
* Renforcer l’expertise environnementale et sociale des agences d’exécution (prestataires)

En guise de provisions pour Études - Mesures de renforcement technique et de suivi-évaluation il y a :

* Provision pour la réalisation et la mise en œuvre des EIES
* Manuel de bonnes pratiques en matière de sécurité et d’hygiène

Quant aux mesures de surveillance et de suivi-évaluation, il y a :

* Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet
* Programmes de sensibilisation et de mobilisation sociale

Pour que ces mesures soient effectives, le dossier d’appel d’offre devra les intégrer dans le processus. Au début des travaux, l’entreprise devra être présentée aux autorités communales lors d’une réunion de démarrage où un rappel des différentes mesures d’atténuation sera effectué. Le Plan de Gestion Environnementale et sociale de chantier devra être vérifié et approuvé avant le démarrage effectif des travaux.

Le cadre institutionnel de mise en œuvre du CGES fait intervenir plusieurs acteurs et structures techniques dont les plus significatifs sont :

* ***Le Comité de Pilotage du projet*** : Le Comité de Pilotage veillera à l’inscription et à la budgétisation des diligences environnementales et sociales dans les Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA)et assure la supervision globale de la mise en œuvre du projet. À ce titre, il pourra s’appuyer sur l’ACE pour le suivi des aspects environnementaux du projet.

* ***L’Unité de Coordination du Management (UCM) : elle aura la responsabilité globale de la mise en*** œuvre du présent CGES et des instruments de sauvegarde environnementale et sociale du projet. Elle assure, la préparation desdits documents, l’obtention des certificats et permis requis par les réglementations nationales pertinentes avant toute action. Elle rend compte au comité de pilotage de toutes les diligences, et assure que la Banque et les autres acteurs reçoivent tous les rapports de surveillance environnementale et sociale. A cette fin, l’UCM devrait recruter deux spécialistes en Sauvegardes Environnementales et Social (SSES) qui, garantiront l’effectivité de la prise en compte des aspects et des enjeux environnementaux, et sociaux dans l’exécution des activités du projet
* ***L’Agence Congolaise l’Environnement (ACE) :*** L’ACE (i) participera à la classification environnementale des activités, (ii) assurera le suivi environnemental et social des activités du projet, mais aussi l’approbation des éventuelles EIES. Au niveau local, l’ACE s’appuie sur les Coordinations Provinciales de l’Environnement pour le suivi de proximité.
* ***Les Coordinations Provinciales de l’Environnement (CPE) :*** Elles seront le prolongement de l’ACE au niveau local notamment dans les provinces. Elles vont de ce fait assurer le suivi environnemental et social externe. Autrement dit, elles veilleront a la mise en œuvre effective des PGES issus des EIES et des résultats que les mesures de mitigation/compensation produisent. .
* ***Les collectivités :*** Au niveau local, les collectivités notamment les mairies participeront à la sensibilisation des populations, aux activités de mobilisation sociale et au suivi de proximité de la mise en œuvre des recommandations du CGES et des mesures contenues dans les EIES.
* ***L’Entreprise :*** elle prépare et soumet un PGES-Entreprise avant le début des travaux. Par ailleurs, elle aura pour responsabilité à travers son Expert en Environnement, la mise en œuvre des PGES et la rédaction des rapports de mise en œuvre des dits PGES ;
* ***Le Bureau de Contrôle des travaux :***Ayant en son sein un Expert en Environnement, celui-ci est chargé d’approuver le PGES-entreprise pour le compte du Maitre d’Ouvrage et assure le suivi au jour le jour de la mise en œuvre du PGES et l’élaboration d’un rapport de suivi environnemental et social à transmettre à l’UCM
* ***Les communautés locales, les ONG et la Société civile :*** Les communautés locales, les ONG et autres organisations environnementales de société civile pourront aussi participer à informer, éduquer et conscientiser les communautés locales sur les aspects environnementaux et sociaux liés à la mise en œuvre du projet, mais aussi au suivi de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale.

Le tableau ci-après fait la synthèse des arrangements institutionnels(rôles et responsabilités) pour la gestion environnementale et sociale des sous-projets.

| **No** | **Etapes/Activités** | **Responsable** | **Appui/ Collaboration** | **Prestataire** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1. | Identification de la localisation/site et principales caractéristiques technique du sous-projet  | Responsable Technique (RT) de l’activité | Communautés locales  | UCM |
| 2. | Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d’instrument spécifique de sauvegarde (EIES, PAR Audit E&S, AS …) | Spécialistes Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSES) de l’UCM | -SNEL;-Autorité locale-Bureau Urbain de l’Environnement (BUE) | -Spécialistes Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSES) de l’UCM-Coordinations Provinciales de l’Environnement(CPE) |
| 3 | Approbation de la catégorisation par l’ACE et la Banque | Coordonnateur UCM | SSES/UCM | -ACE-Banque mondiale |
| 4 | Préparation de l’instrument spécifique de sauvegarde E&S de sous-projet de catégorie B ou C |
| 4.1 | Préparation et approbation des TDR | Spécialistes en Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSES) de l’UCM | ACE | Banque mondiale |
| 4.2 | Réalisation de l’étude y compris consultation du publique  | -Spécialiste Passation de Marché (SPM); -Communautés locales -CPE | Consultant |
| 4.3 | Validation du document et obtention du certificat environnemental | -SPM-Communautés locales-Mairie | -ACE-Banque mondiale |
| 4.5 | Publication du document | Coordonnateur UCM | -Media -Banque mondiale |
| 5 | Intégration dans le DAO des sous-projets de toutes les mesures de la phase des travaux avec l’entreprise ; et approbation du PGES de l’entreprise |
| 5.1 | (i) Intégration dans le dossier d’appel d’offres (DAO) du sous-projet, de toutes les mesures de la phase des travaux avec l’entreprise ;  | Responsable Technique (RT) de l’activité | SSES/UCMSPM | Spécialistes en Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSES) de l’UCM  |
| 5.2 | (ii) Approbation du PGES entreprise | SSES/UCM | SPM | Bureau de contrôle chargé du suivi de la mise en œuvre |
| 6 | Exécution/Mise en œuvre des mesures non contractualisées avec l’entreprise de construction | SSES/UCM | -SPM-Responsable Technique (RT)-Responsable Financier (RF)-Communautés locales-Mairie-Autres | -Entreprises -ONG-Consultant-Autres |
| 7 | Surveillance et Suivi  |  |  |  |
| 7.1 | Surveillance interne de la mise en œuvre des mesures E&S | SSES/UCM | -Spécialiste en Suivi-Evaluation (S-SE)-Responsable Financier (RF)-Communauté locale-CPE-BUE | Bureau de Contrôle |
| 7.2 | Diffusion du rapport de surveillance interne | Coordonnateur | -SSES-Spécialiste en Suivi-Évaluation (S-SE) | SSES/UCM |
| 7.3 | Surveillance externe de la mise en œuvre des mesures E&S | ACE | -SSES/UCM-Spécialiste en Suivi-Évaluation (S-SE) | -Laboratoires /centres spécialisés-ONG |
| 7.4 | Suivi environnemental et social | SSES/UCM | -SSES/UCM-Spécialiste en Suivi Evaluation (S-SE)-ACE | -Laboratoires /centres spécialisés-ONG |
| 8 | Audit de mise en œuvre des mesures E&S | SSES/UCP | -Autres SSES- SPM-S-SE-ACE-Autorité locale | Consultants |

Les rôles et responsabilités tels que décrits ci-dessus seront intégrés dans le manuel d’exécution du projet.

Le programme de suivi sera axé sur le suivi permanent, la supervision, et l’évaluation annuelle. Le suivi externe devra être assuré par l’ACE. Les membres du Comité de Pilotage et la Banque Mondiale participeront aussi à la supervision.

Des séances de consultations sous forme d’assemblées villageoises avec les parties prenantes et les acteurs intéressés, ont été organisées en vue de les informer sur le projet d'une part, et de recueillir leurs points de vue d'autre part sur les impacts négatifs qui seront générés par le projet. Par ailleurs, d’autres acteurs ont été rencontrés individuellement. Les consultations publiques avec les acteurs essentiels de la zone du projet ont permis de faire une synthèse des recommandations qui a été insérée dans le corps du rapport.

Le mécanisme de gestion de plaintes se fera à travers la mise en place d’un registre de doléances auprès des autorités locales ou des chefs de villages concernés.

Le présent CGES est élaboré avec deux autres documents à savoir le Cadre de Politique de Réinstallation (CPR et le Cadre de Planification des Populations Autochtones(CPPA).

Les coûts des mesures environnementales, d’un montant global de **636 000 $US** sont étalés sur les cinq (05) années du financement du projet.